



*Nouveau Parti Anticapitaliste*

*Comité d'ORLEANS*

Mail : npa45@npa-mail.org / Site : npa 45.org /

Twitter: @npa\_45 / Facebook: NPA Orléans 45



## Contre le coronavirus et le capitalisme, organisons la solidarité et la riposte !

**Le Parlement a adopté, dans la nuit de samedi à dimanche, le projet de loi d'urgence sanitaire. Cette loi indigente quant aux mesures élémentaires de santé publique n'est en réalité qu'un prétexte pour continuer le démantèlement du code du travail et exposer des milliers de travailleurEs à un danger mortel pour garantir les profits.**

### Un crime sanitaire prémedité

Le gouvernement voudrait nous faire croire que nous serions entrés en guerre contre un « ennemi invisible ». Mais les causes qui ont permis la propagation du CoVid-19 sont, elles, bien identifiables. Le gouvernement Macron, tout comme ses prédécesseurs depuis des décennies, a multiplié les politiques d'austérité, faisant des services publics des variables d'ajustement économique, en sacrifiant moyens matériels et humains sur l'autel des réductions budgétaires.

Les raisons du confinement sont donc davantage à chercher dans la vacuité du système de santé public, devenu incapable d'absorber le nombre croissant de malades, de les soigner dignement. Le ministre de la Santé, Olivier Véran, assume dans cette logique que le tri des patientEs est une option qu'il ne faut pas exclure.

### Une crise sanitaire et une guerre de classe

Contrairement aux déclarations hypocrites d'Emmanuel Macron sur l'éloge de l'État providence, la remise en cause du libéralisme ou encore les nationalisations préconisées par le Medef, la crise du coronavirus a considérablement intensifié la guerre de classe contre les milieux populaires. Édouard Philippe a d'ailleurs précisé qu'il était hors de question d'interdire les licenciements, et la loi d'urgence sanitaire va laisser les mains libres au patronat pour organiser à sa guise le temps de travail. L'article 7 autorise le gouvernement à légitimer par ordonnances pendant trois mois « *en matière de droit du travail, de droit de la sécurité sociale et de droit de la fonction publique* ».

Les activités économiques et industrielles non essentielles sont maintenues et les intérimaires sont aujourd'hui en première ligne. **L'avidité des capitalistes vaut plus que la vie d'un travailleur de Renault-Cleón, assassiné par les patrons de l'automobile. Il faut exiger l'arrêt immédiat des productions non essentielles avec maintien intégral du salaire !**

Outre l'instauration des contrôles policiers, de la fermeture des frontières, l'État instrumentalise la crise sanitaire pour renforcer sa politique sécuritaire et autoritaire dans les lieux de privations de liberté comme les prisons, les hôpitaux psychiatriques, les centres de rétention administrative où les personnes sont contraintes de prolonger leur détention.

Des mesures liberticides qui tombent à pic au regard des fortes mobilisations de ces dernières années et qui pourraient servir de laboratoire pour les séquelles à venir et être pérennisées.

### Stop à l'union nationale !

Après s'être abstenu au Sénat, la France insoumise et le PCF ont voté contre la loi d'urgence. Sans surprise, la droite et le RN ont voté avec le gouvernement, le PS s'abstenant honteusement... Rappelons que l'ensemble des députés avaient approuvé il y a deux jours la loi de finance rectificative qui octroie 45 milliards de cadeaux au patronat, des miettes pour la santé, et rien pour les salariés. Une sinistre union nationale sur le dos des salariés. Une union nationale qui s'était d'ailleurs prolongé au Sénat sur la loi d'urgence puisqu'aucun sénateur de « gauche » ne s'était opposé à la loi d'urgence, préférant l'abstention. Seuls deux députés de droite avaient voté contre...

A l'Assemblée nationale, la France insoumise et le PCF ont enfin commencé à corriger le tir, s'opposant au texte. En effet, il aurait été suicidaire d'approuver un tel dispositif d'attaque contre les droits des salariés. Cela n'a pas empêché le PS de s'abstenir... et le RN d'approuver ce texte. Tous les travailleurs/ses doivent le savoir : le RN est d'accord avec Macron pour détruire le Code du travail et défendre les patrons !

### Résistance et organisation

L'urgence du moment, c'est aussi de continuer à faire de la politique, car plus grave que le coronavirus, il y a le capitalisme. Le 12 mars, Macron affirmait qu'il fallait « dépenser sans compter » pour sortir de la crise. Nous refusons de payer cette crise ! C'est aux grandes entreprises, aux plus riches de financer les mesures d'urgences sanitaires et sociales en prenant sur les profits :

- Production de masse de masques, des tests, de respirateurs...
- Arrêt de toutes les productions non indispensables, droit de retrait sans condition, sans perte d'emploi et de salaire ;
- Augmentation immédiate des budgets hospitaliers ;
- Réquisition des entreprises de la santé et des cliniques privées.

**À nous de prendre nos affaires en main, d'organiser un confinement solidaire basé sur l'entraide. À nous de réinventer et de développer de nouveaux modes d'actions, de communication et de solidarités, de penser l'auto-organisation qui serait la base d'une société socialiste.**

## URGENCE SANITAIRE OU DELIRE SECURITAIRE : ILS ONT CHOISI !

En écho à la détresse des personnels de santé, les commentateurs s'offusquent à travers les médias de « l'imprévision » du gouvernement.

---> **C'est vrai** pour les masques FP2 des hospitaliers : car les directions des unités de soin, des hôpitaux organisées en « centres de profit », ont appliqué la règle « zéro stock » des entreprises capitalistes.

---> **C'est faux** pour le matériel des forces de répression : car en 2019 Castaner a renouvelé les stocks (commande de 1830 lanceurs de LBD, 40 000 grenades de désencerclement GMD, 25 millions de cartouches calibre 5,56 x 45 pour fusils d'assaut ...). Mais si la pratique du « tir tendu » a pu réprimer chaque semaine les actes des gilets jaunes et les manifestations retraites, la politique du « flux tendu » a vite montré ses limites pour répondre aux besoins de santé de la population.

**Les 1 738 907 contrôles effectués la semaine dernière concernent les verbalisations par les forces de l'ordre et non les tests de dépistage du coronavirus.**

**Le gouvernement assume ses choix politiques !**

Paniqué, celui-ci tente de s'en tirer en accusant la population « d'incivisme », laissant Marine Le Pen stigmatiser « les zones de non droit » ou les marchés ouverts fermés aujourd'hui... La « loi d'urgence sanitaire » votée dimanche donne les pleins pouvoirs à Macron. Elle n'a de sanitaire que le nom. Dans les entreprises, elle renforce la dictature patronale (réquisitions, transformation des jours de confinement en congés ou RTT ...). Dans l'espace public, elle délègue les opérations de basse police (couvre-feu) aux caïds locaux (Ménard à Béziers, Saurel à Montpellier, Estrosi à Nice ...). **Les seules mesures efficaces pour enrayer l'épidémie sont absentes : réquisition des logements vides pour les femmes battues, les précaires, SDF, migrants ... reconversion des moyens de production pour répondre aux besoins sanitaires, expropriation de l'industrie pharmaceutique et des cliniques privées, renationalisation du secteur bancaire ... saisie des fortunes des capitalistes au profit de la santé publique et la recherche ...**

Alors, malgré tout l'arsenal répressif provisionné par Castaner, il n'est pas sûr que Macron et sa bande arrivent à mater la révolte qui gronde dans la société tout entière, à commencer dans les entreprises, les quartiers ou les prisons ...



## LA « DÉCLARATION COMMUNE » DES CONFÉDÉRATIONS SYNDICALES ET PATRONALES DU 19 MARS 2020 : L'UNION SACREE CONTRE LES TRAVAILLEURS !

« *Relevé de réunion*

*Les confédérations syndicales (CFDT, CGT, FO, CFE-CGC, CFTC) et les organisations patronales (MEDEF, CPME, U2P) attachées à leur liberté de comportement se sont rencontrées ce 19 mars. Dans le contexte de crise sanitaire majeure, lié à l'épidémie de Coronavirus (COVID-19), qui appelle à prendre les mesures indispensables à son endiguement, elles entendent ainsi affirmer le rôle essentiel du dialogue social et de la négociation collective. Elles appellent les pouvoirs publics et les entreprises à mettre en œuvre tous les moyens indispensables à la protection de la santé et de la sécurité des salariés devant travailler. Elles saluent l'engagement des agents des services publics et des salariés particulièrement indispensables à commencer bien évidemment en matière de santé, mais également de continuité d'approvisionnement. Elles soulignent le rôle majeur de nos systèmes de protection sociale collective, garant de la solidarité entre toutes et tous. Elles ont convenu de rester en contact autant que de besoin. Paris, le 19 mars 2020 »*

Voilà, pendant que les salariéEs avec leurs sections syndicales se battent dans les entreprises contre les exigences patronales, sans aucune sécurité ou presque contre le covid-19 (Santé, Amazon, grandes surfaces, BTP, etc.) les dirigeants syndicaux serrent les mains des patrons, premiers ennemis des services publics; et signent un torchon ignoble et mensonger !

